

ARRETE N° 115/23

portant délégation de signature à Delphine BRAHMI, responsable de service

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Mornantais,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la délibération n° CC-2020-045 du Conseil Communautaire du 16 juin 2020 donnant notamment délégation au Président pour la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics passés en procédure adaptée,

Vu l'arrêté n° 306/22 du 29 septembre 2022 portant délégation de signature à Delphine BRAHMI, responsable du service Développement Social,

Vu la délibération n° CC-2023-001 du Conseil Communautaire du 24 janvier 2023 portant modifications des délégations de pouvoir au Bureau Communautaire et au Président,

Vu l'organisation générale des services et plus particulièrement le poste occupé par Delphine BRAHMI,

Considérant qu'en application de l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales, le président peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer sa signature à l'encadrement,

Considérant que pour une gestion efficace des services placés sous son autorité hiérarchique, Monsieur le Président doit déléguer sa signature à ses proches collaborateurs,

Considérant la nouvelle organisation des services de la Communauté de Communes du Pays Mornantais et la nécessité de modifier la délégation de signature de Delphine BRAHMI en conséquence,

Considérant que Delphine BRAHMI, responsable du service Développement Social, doit bénéficier pour l'exercice de ses fonctions, d'une délégation de signature pour partie des actes produits par ce service,

ARRETE

Article 1 : L'arrêté n° 306/22 en date du 29 septembre 2022 est abrogé.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à Delphine BRAHMI, responsable du service Développement Social, à compter de la notification du présent arrêté pour signer tout engagement relatif aux marchés, contrats, conventions passés dans la limite d'un montant inférieur ou égal à 4 000 € H.T.

Article 3 : Delphine BRAHMI, en qualité de responsable du service Développement Social, veillera à la disponibilité des crédits, ainsi qu'au respect de l'ensemble des règles de la comptabilité et de la commande publiques.

Article 4 : Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69003 LYON / www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification au titulaire de la délégation, de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publication.

Article 5 : Le présent arrêté sera adressé à :

- Madame la Préfète,
- Monsieur le Chef de Service Comptable du SGC de Givors, comptable assignataire,
- L'intéressée.

Fait à Mornant le 27 janvier 2023

Le Président
Renaud PFEFFER



Publié le 30/01/2023
Notifié le 30/01/2023
Et transmis en Préfecture le 30/01/2023